

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ



الإمانة العامة لمنظمة المؤتمر الإسلامي

**Secrétariat Général de L'Organisation  
de La Conférence Islamique**

**General Secretariat of The  
Organisation of The Islamic Conference**

ACCORD GENERAL

DE COOPERATION ECONOMIQUE, TECHNIQUE ET COMMERCIALE  
ENTRE LES ETATS MEMBRES DE LA CONFERENCE ISLAMIQUE

## PREAMBULE

Les Gouvernements des Etats Membres de l'Organisation de la Conférence Islamique, signataires du présent accord,

RÉPONDANT aux objectifs prévus dans la Charte de l'Organisation, ainsi qu'aux Résolutions de la Deuxième Conférence au Sommet Islamique tenue à LAHORE,

SOUCCIEUX de créer les meilleures circonstances et conditions possibles pour le progrès des Etats Membres et leur développement économique, ainsi que pour l'amélioration du niveau de vie de leurs peuples,

DESIREUX de renforcer les liens entre les Etats Membres, dans tous les domaines, en vue de réaliser leurs intérêts communs,

CONVAINCUS que les rapports de coopération économique, technique et commerciale entre les Etats Membres sont les principaux moyens susceptibles de consolider le développement économique et social des Etats Islamiques,

OEUVRANT pour l'utilisation maximum des possibilités économiques, humaines et techniques, dont dispose le monde islamique, afin de les exploiter de la meilleure façon dans un cadre de coopération étroite et coordonnée pour le bien-être et la prospérité des peuples des Pays Membres,

ONT APPROUVE cet accord et se sont mis d'accord pour déployer tous leurs efforts, dans le contexte de leur coopération économique et technique, en vue d'en assurer la mise en oeuvre dans le but de réaliser leurs objectifs par des efforts collectifs ou à travers des activités bilatérales et multilatérales.

## CHAPITRE I

### COOPERATION ECONOMIQUE

ARTICLE 1 : Les Etats Membres prendront, en cas de besoin

les dispositions nécessaires et fourniront les encouragements et garanties pour le transfert des capitaux et des investissements entre eux, compte tenu des lois et règlements en vigueur dans chaque Etat Membre, dans le but de promouvoir le développement socio-économique de tous les Etats Islamique et d'ouvrir de nouvelles perspectives d'utilisation optimale des ressources économiques existantes dans le monde islamique.

ARTICLE 2 : Les Etats Membres s'appliqueront à encourager la création de projets communs susceptibles de réaliser de larges bénéfices et avantages économiques et de renforcer les complémentarités et les structures économiques et sociales des Etats Membres.

ARTICLE 3 : Les Etats Membres collaboreront pour élaborer des études diverses visant à explorer et à identifier les possibilités et les chances d'investissements dans les projets communs.

ARTICLE 4 : Les Etats Membres encourageront l'utilisation au maximum, des potentialités en matière de production alimentaire au sein des pays islamiques et coopéreront en vue d'assurer la satisfaction de leurs besoins en produit alimentaire.

## C H A P I T R E    I I

### COOPERATION TECHNIQUE

ARTICLE 5 : Les Etats Membres s'efforceront de tirer le maximum de profit possible des expériences techniques et des potentialités disponibles par :

- l'échange d'experts,
- la recherche,
- l'octroi de bourses d'études, de stage et de spécialisation
- et l'organisation de conférences et colloques scientifiques et techniques.

ARTICLE 6 : Afin de répondre à leurs besoins dans le domaine de la main-d'oeuvre et de tirer profit de l'expérience technique et administrative disponible, les États Islamiques coopéreront par l'échange d'expérience dans ces domaines et, à compétence et qualification égales, donneront la priorité à la main-d'oeuvre en provenance des pays Membres, compte tenu des accords bilatéraux et multilatéraux déjà conclus et conformément aux législations nationales en la matière.

ARTICLE 7 : Les États Membres conviennent de prendre toutes mesures nécessaires à la création d'une Fondation Islamique pour la Science et la Technologie.

### C H A P I T R E     I I I

#### COOPERATION COMMERCIALE

ARTICLE 8 : Compte tenu des obligations découlant d'autres accords déjà conclus, les États Membres

a) s'efforceront à appliquer réciproquement un traitement commercial égal et non discriminatoire relatif à la politique du commerce extérieur ;

b) oeuvreront pour élargir et développer les échanges commerciaux, entre autres, par la libéralisation du commerce en réduisant ou en éliminant les barrières douanières et autres, tant à l'importation qu'à l'exportation, par la conclusion d'accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux ;

c) prendront en considération les conditions et la situation particulières des États Membres les moins développés.

ARTICLE 9 : Les États Membres conviennent d'accepter en principe la création d'un Centre pour le Développement du Commerce entre les États Islamiques.

La tâche principale de ce Centre sera de promouvoir les échanges commerciaux entre les Etats Membres.

ARTICLE 10 : Les Etats Membres s'efforceront d'organiser les foires et expositions dont le but est d'exposer et de commercialiser leurs produits sur les marchés des autres Etats. De même, ils s'efforceront de participer aux foires et expositions internationales organisées dans les Etats Membres, afin d'aider à faire connaître leurs produits et d'augmenter les chances de développement des échanges commerciaux entre eux. Dans ce but, chaque Etat accordera les facilités aux autres Etats Membres dans la limite de ses règlements et de sa politique en vigueur.

#### C H A P I T R E    I V

##### DECISIONS FINALES

ARTICLE 11 : La Commission Islamique pour les Affaires Economiques, Culturelles et Sociales, en coopération avec le Secrétariat Général de l'Organisation de la Conférence Islamique, sera responsable du suivi de la mise en application du présent Accord ; en outre, elle s'assurera de l'exécution de ces dispositions et en évalue les résultats.

ARTICLE 12 : Cet Accord est ouvert à la signature et à la ratification des Etats Membres de l'Organisation de la Conférence Islamique. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétariat Général de l'Organisation de la Conférence Islamique.

ARTICLE 13 : Cet Accord entrera en vigueur dès le dépôt des instruments de ratification par plus de la moitié des Etats Membres de l'Organisation de la Conférence Islamique.

ARTICLE 14 : Cet Accord a été fait en trois (3) versions originales en Arabe, Anglais et Français, faisant également foi.